

LES CHIFFRES DE LA DETTE 2012

Damien Millet, Daniel Munevar & Éric Toussaint
CADTM - Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde



Comité pour l'Annulation
de la Dette du Tiers Monde

LES CHIFFRES DE LA DETTE 2012

Damien Millet, Daniel Munevar & Éric Toussaint
CADTM - Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde

[Abréviations : M = millions, Mds = milliards, PED = pays en développement]

SOMMAIRE

Introduction _ p.3

1. Les inégalités dans le monde _ p.4

2. Dette odieuse dans le monde _ p.7

3. La dette externe publique et privée des pays en développement depuis 1980 _ p.8

4. Les flux liés à la dette _ p.9

5. La dette interne des PED _ p.12

6. Chiffres de la dette pour l'Afrique et le Moyen Orient _ p.12

7. L'Initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) _ p.14

8. Chiffres de la dette pour l'Amérique latine et la Caraïbe _ p.16

9. Chiffres de la dette en Europe _ p.18

10. La dette explose au Nord et augmente au Sud _ p.25

11. Les chiffres du FMI _ p.28

12. La Banque mondiale _ p.30

INTRODUCTION

Pour comprendre la multiplicité des crises en cours, Damien Millet, Eric Toussaint et Daniel Munevar (CADTM) mettent à disposition un ensemble de données liées à la dette et à des thèmes connexes.

Crise économique, crise financière, crise alimentaire et crise de la dette s'éclairent et se connectent à la lecture de cette brochure parsemée de tableaux et d'infographies qui permettent de mettre en lumière les éléments du puzzle.

De la crise de la dette des pays du Sud en 1982 à la crise actuelle en Europe, en passant par les dettes odieuses dans le monde et les chiffres du FMI et de la Banque mondiale, l'analyse des statistiques permet d'identifier les véritables enjeux.

Les auteurs posent un regard critique sur l'économie mondiale et les mécanismes de domination qui sont en jeu. Ils proposent un éclairage cru sur les réalités chiffrées d'un monde qui vacille.

A toutes les échelles, les inégalités sont criantes et continuent de se creuser. Les chiffres de la dette 2012 parlent d'eux-mêmes et démontrent à quel point il est nécessaire et urgent de changer radicalement de système.


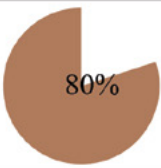





C'est à la lumière de cette compréhension que pourra se dessiner un horizon de résistance collective dans lequel les exclus, où qu'ils soient, prendront conscience que leur souffrance provient des mêmes maux, des mêmes mécanismes et des mêmes acteurs et s'identifieront comme un tout solidaire : les 99 %.



1. Les inégalités dans le monde

1.1 Population et richesse

Tableau 1 / Population et richesse (2011)¹

	Tiers-Monde	Pays avancés	Monde
 Population	 80%	 20%	6,97 Mds habitants
 PIB	 37%	 63%	69 971 Mds USD
 PIB par habitant (USD)	1 208	41 144	10 033

1.2 Les inégalités dans le monde et le mal-développement humain²

4

Tableau 2 / Part des 10% les plus riches dans les revenus (2011)³

	1980	2009
Canada	33,5	40,1
France	30,6	32,8
Irlande	31,5	36,9
Italie	27,1	33,8
Portugal	18,7	38,2
Espagne	32,6	32,3
Royaume Uni	31	40,4
Etats Unis	32,8	46,2

En 2008, le revenu des **500** individus les plus riches de la planète dépassait les revenus cumulés des **416 millions** de personnes les plus pauvres.

Nombre de personnes vivant avec moins de 2\$ par jour en 2008 : 2,47 milliards.

Nombre de personnes vivant avec moins de 1,25\$ par jour en 2008 : 1,29 milliard.

Dans les régions où les adolescents sont les plus nombreux (Asie du Sud et Afrique subsaharienne), environ 70 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour.

1 : Source: Banque de données de la Banque mondiale pour 2011. Les pays avancés sont les pays membres de l'OCDE à hauts revenus en utilisant la définition de la Banque mondiale. Le PIB/hab pour les pays en développement est calculé comme la moyenne pondérée de la population des groupes de pays à revenus faibles et intermédiaires en utilisant la définition de la Banque mondiale.

2 : Source: "An update to the World Bank's estimates of consumption poverty in the developing world", World Bank (2012), disponible en: http://siteresources.worldbank.org/INTPOV-CALNET/Resources/Global_Poverty_Update_2012_02-29-12.pdf

3 : Source: The World Top Incomes Database, <http://gmond.parisschoolofeconomics.eu/topincomes/#> Database Données pour le Canada, 1982-2009. Données pour la France, 1980-2006. Données pour le Portugal, 1980 - 2005. Données pour l'Espagne, 1981-2009. Données pour le Royaume-Uni, 1981, 2009.

La crise financière mondiale a été précipitée par l'éclatement de la bulle des prix de l'immobilier et les effondrements bancaires aux États-Unis en 2007-2008, qui se sont rapidement propagés à une grande partie du monde. Aucune crise financière n'a eu une telle ampleur depuis la Grande Dépression des années 1930, du moins dans les pays développés.


En 2008-2009, le chômage et la pauvreté se sont brutalement aggravés : dans le monde, 34 millions de personnes ont perdu leur emploi, et 64 millions d'individus de plus se sont retrouvés en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 \$ par jour. Ces chiffres viennent s'ajouter aux 160 à 200 millions de personnes tombées

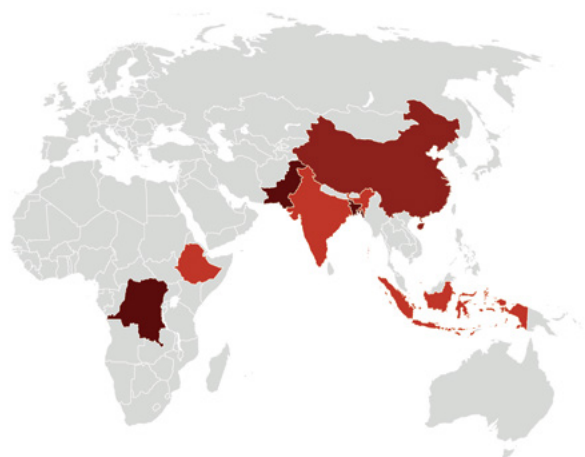
dans la pauvreté suite à la hausse des prix des denrées de base des années précédentes (PNUD 2010). Entre 2009 et 2012, la situation s'est encore détériorée, notamment en Afrique, mais aussi dans les pays les plus industrialisés. De plus les effets du changement climatique en cours se font sentir dans les régions les plus sensibles

Tableau 3 / Pauvreté dans le monde⁴

Nombre de personnes vivant avec moins de 1\$ par jour (en millions)	1981	1990	2008
en Afrique subsaharienne	214	299	303
en Amérique latine et Caraïbes	42	43	28
en Asie du Sud	548	579	315

Tableau 4 / Faim dans le monde⁵

<i>En millions</i>	2005	2007	2009	2010	2011
 Nombre de personnes souffrant de la faim	848	923	1023	925	868



La proportion d'affamés reste la plus forte en Afrique subsaharienne (30 %) et, en 2010, les deux tiers des 925 millions de personnes sous-alimentées se retrouvaient dans seulement sept pays :

Bangladesh, Chine, République démocratique du Congo, Éthiopie, Inde, Indonésie et Pakistan.

En moyenne, 7 sur 10 sont des femmes et des filles.

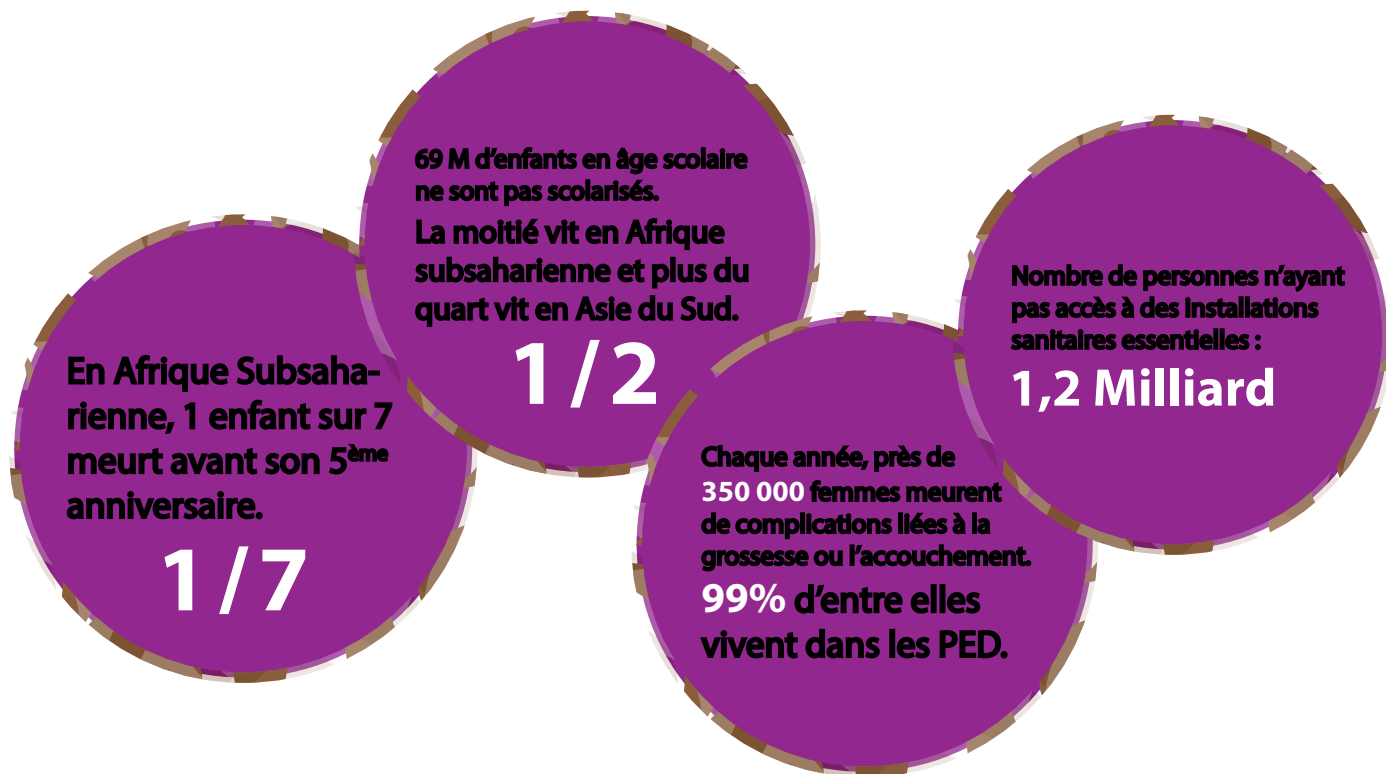
Plusieurs raisons conduisent au maintien de chiffres aussi élevés⁶ :

- l'accaparement de terres arables, en particulier en Afrique, pour le développement des agrocarburants, la cultures de produits tropicaux d'exportation et de fleurs, ce qui diminue la superficie disponible pour les cultures vivrières. Parmi les 665 investissements internationaux liés à un produit spécifique, 55% sont liés à la production d'agrocarburants, 19% à la production de bois, de fibres et de fleurs. Des communautés locales qui, en vertu du droit coutumier, cultivaient auparavant ces terres, s'en sont vues refuser l'accès.
- la dégradation des terres conduit à la diminution des récoltes et à l'augmentation des coûts de production car les paysans doivent utiliser davantage d'intrants pour pallier la baisse des récoltes.
- le changement climatique, car l'augmentation des températures entraîne une réduction des récoltes et l'augmentation des inondations joue également un rôle négatif.

4 : Ibid. 2

5 : En raison d'un différend méthodologique, la FAO n'a pas actualisé ses chiffres sur la faim en 2011. Les données les plus actualisées disponibles peuvent être trouvées sur <http://www.fao.org/hunger/en/>

6 : Global Hunger Index 2012 : <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ghi12.pdf>



Somme nécessaire pour assurer à la totalité de la population les services sociaux essentiels (éducation primaire, santé, eau, assainissement) :

80 milliards de dollars par an pendant 10 ans⁷

6

En 2010, le patrimoine des très riches a dépassé le niveau atteint avant la crise :

Nombre de milliardaires en dollars en 2001 : 497	Leur patrimoine cumulé : 1 500 Mds \$
Nombre de milliardaires en dollars en 2007 : 1 125	Leur patrimoine cumulé : 4 400 Mds \$
Nombre de milliardaires en dollars en 2008 : 793	Leur patrimoine cumulé : 2 400 Mds \$
Nombre de milliardaires en dollars en 2009 : 1 011	Leur patrimoine cumulé : 3 500 Mds \$
Nombre de milliardaires en dollars en 2010 : 1 210	Leur patrimoine cumulé : 4 500 Mds \$

LE PATRIMOINE CUMULÉ DES 1 210 MILLIARDAIRES DÉPASSE LE PIB DE L'ALLEMAGNE.

Sur la base de ces chiffres, il suffirait de prélever un impôt annuel de 2 % sur le patrimoine des 1 011 milliardaires en 2009 pour obtenir davantage que les 80 milliards de dollars permettant de garantir en 10 ans les besoins fondamentaux à l'échelle de la planète. Il ne s'agit pas d'une proposition limitative, mais cela démontre que c'est parfaitement réalisable.

Nombre de millionnaires en 2010 : 10,9 millions (+8,3 % en un an)

Patrimoine cumulé de ces millionnaires : 42 700 Mds \$ (+9,7 % en un an)

Un prélèvement de 0,2 % sur ce patrimoine suffirait à trouver les 80 Mds \$ nécessaires.

7 : Banque mondiale, OMS, PNUD, UNESCO, UNFPA, UNICEF, Implementing the 20/20 Initiative. Achieving universal access to basic social services, 1998, www.unicef.org/2020/2020.pdf. Les organismes mentionnés plus haut estiment à 80 milliards de dollars par an (dollar de 1995) la somme supplémentaire à consacrer annuellement aux dépenses relatives aux services sociaux de base concernés sachant qu'en 1998, environ 136 milliards de dollars y étaient consacrés. Le montant total annuel à garantir oscillait entre 206 milliards et 216 milliards de dollars.

2. Dette odieuse dans le monde

Tableau 5 / Dette odieuse dans le monde⁸

Pays	Dette extérieure publique en 2010 (USD, Mds)	Régime dictatorial	Période de la dictature	Dette odieuse (dictature)
Indonésie	91	Suharto	1965-1998	77
Brésil	97	Junte militaire	1965-1985	77
Argentine	67	Junte militaire	1976-1983	27
Turquie	93	Régime militaire	1980-1989	23
Pakistan	43	Militaires	1978-1988	7
		Pervez Musharraf	1999-2008	16
Philippines	45	Marcos	1965-1986	21
Maroc	21	Hassan II	1961-1999	19
Égypte	32	Moubarak	1981-2011	16
Thaïlande	11	Militaires	1966-1988	14
Zaïre/RDC	5	Mobutu	1965-1997	10
Chili	13	Pinochet	1973-1990	9
Tunisie	15	Ben Ali	1987-2011	9
Éthiopie	1,5	Mengistu	1977-1991	9
Pérou	20	Fujimori	1990-2000	7
Soudan	14	Nimeiry	1969-1985	7
Kenya	7	arap Moi	1978-2003	5
Congo	4	Sassou	Depuis 1979	4
Bolivie	3	Junte militaire	1964-1982	3
Uruguay	10	Junte militaire	1973-1985	2,7
Mali	2	Traoré	1968-1991	2,5
Nigeria	5	Buhari/Abacha	1984-1998	2,3
Guatemala	6	Régime militaire	1954-1985	2,3
Paraguay	2	Stroessner	1954-1989	2,1
Somalie	2	Siad Barre	1969-1991	2,1
Malawi	0,7	Banda	1966-1994	2
Gabon	2,2	Omar Bongo	1967-2009	2
Myanmar (Birmanie)	4,4	Régime militaire	Depuis 1988	1,7
Guinée	2,8	Lansana Conté	1984-2008	1,7
Togo	1,5	Eyadema	Depuis 1967	1,6
Cambodge	4,4	Khmers Rouges	1976-1989	1,6
Tchad	1,7	Déby	Depuis 1990	1,3
Liberia	0,2	Doe	1980-1990	0,9
Rwanda	0,8	Habyarimana	1973-1994	0,9
Nicaragua	2,7	Anastasio Somoza	1974-1979	0,8
Haïti	0,5	Duvalier	1957-1986	0,7
Salvador	6,4	Junte militaire	1962-1980	0,5
Népal	3,5	Gyanendra	2001-2006	0,5
Ouganda	2,7	Idi Amin Dada	1971-1979	0,4
Cameroun	2,2	Paul Biya	Depuis 1982	0,2
Niger	1	Baré	1996-1999	0,2
Centrafrique	0,3	Bokassa	1966-1979	0,1

[La dette odieuse calculée est celle contractée durant la dictature, sans compter la partie contractée après la dictature pour rembourser une dette odieuse de la dictature. La Banque mondiale ne donne pas de données sur la dette de l'Iran et de l'Irak, ni sur celle de l'Afrique du Sud sous l'Apartheid.]

Une dette odieuse répond aux critères suivants :

- absence de consentement de la population de l'État débiteur
- absence de bénéfice à cette population
- connaissance par les créanciers des éléments ci-dessus.

Ces critères s'appliquent très clairement au cas de la Grèce depuis que la Troïka (FMI, banque mondiale et commission européenne) impose à la population de ce pays des violations de ses droits économiques et sociaux élémentaires. La population grecque n'a pas donné son consentement, les prêts octroyés par la Troïka ne bénéficie en rien à la population, c'est tout le contraire. Les créanciers de la Grèce sont parfaitement au courant de cette situation, en particulier les membres de la Troïka puisque ce sont eux qui dictent aux autorités grecques la politique menée depuis 2010.

Estimation de la dette odieuse de la Grèce en 2012 :

150 milliards d'euros dus à la Troïka alors que la dette publique grecque totale s'élève à environ 340 milliards d'euros. La dette odieuse due à la Troïka va augmenter au cours des prochaines années.

3. La dette externe publique et privée des pays en développement depuis 1980

Le service de la dette désigne la partie du capital et des intérêts remboursés sur une période.

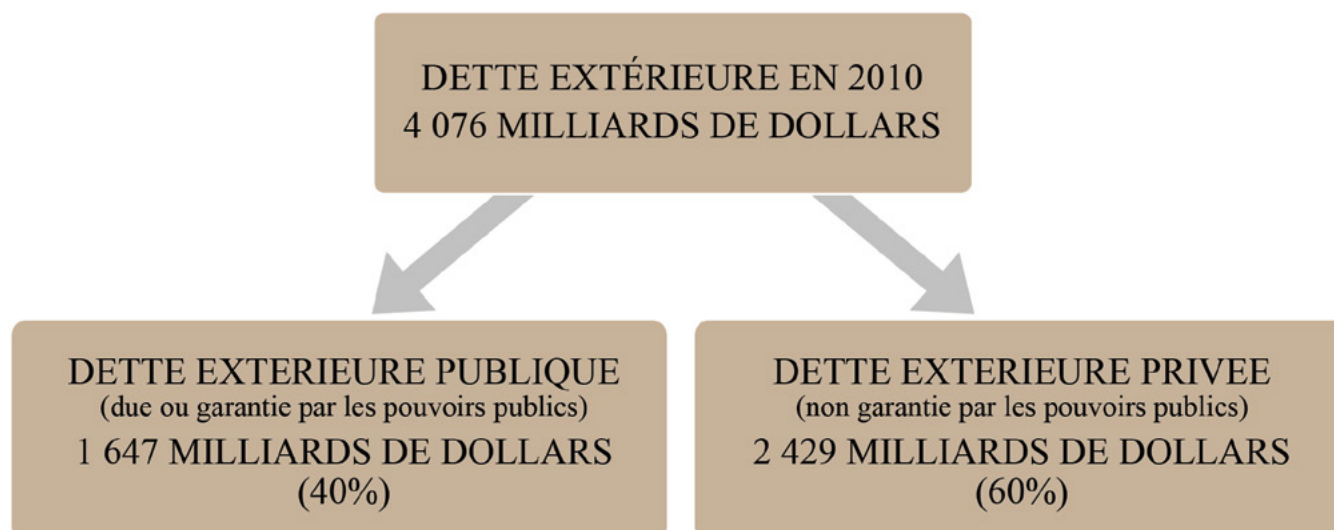
Tableau 6 – Dette externe des pays en développement⁹

	Stock (Mds \$)	Service (Mds \$)	dont :	
			Part publique	Part privée
1980	516	80	50	30
1990	870	140	119	21
1995	1 860	206	154	52
2000	2 122	345	201	144
2005	2 489	438	253	185
2010	4 076	583	180	403

8

La répartition actuelle de la dette des PED :

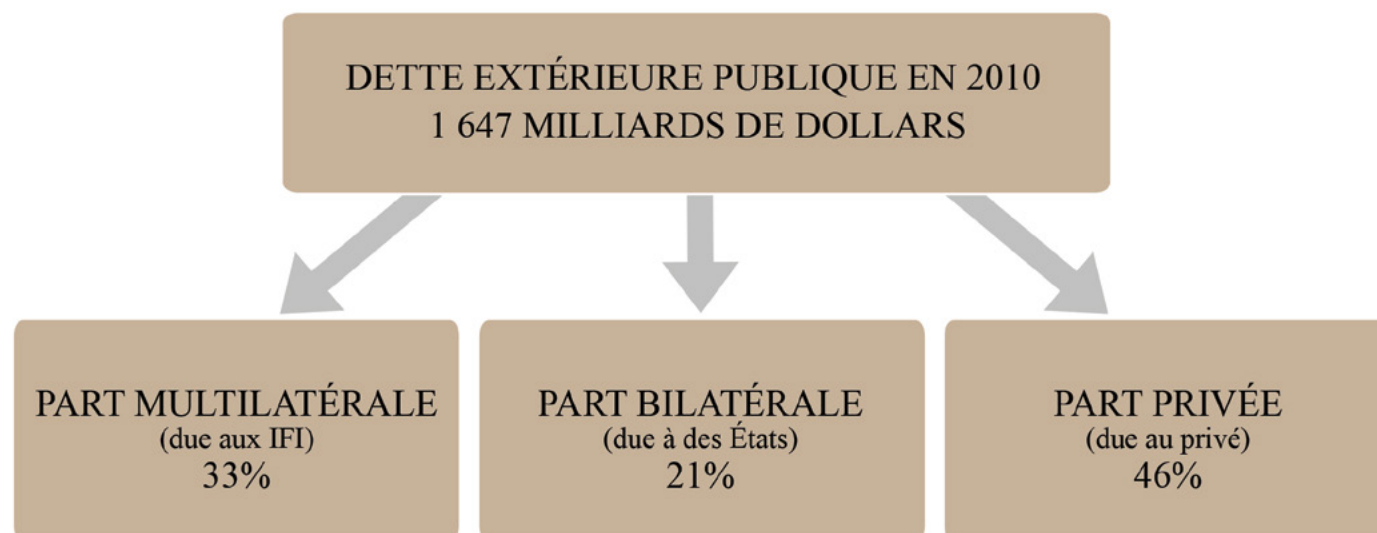
3.1 Par débiteurs¹⁰



⁹ : Source: Base de données de la Banque mondiale pour les pays à faibles et moyens revenus par rapport à la classification de la Banque mondiale.

¹⁰ : Source: Base de données de la Banque mondiale. Données concernant la dette externe privée qui intègre la dette externe à court terme.

3.2 Les créanciers de la dette extérieure publique¹¹



[IFI = Institutions Financières Internationales]

3.3 La dette extérieure publique par région

Tableau 7 / Dette externe par région 2010¹²

En Mds \$	Stock	Service
Amérique latine	460	64
Afrique subsaharienne	149	9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	114	14
Asie du Sud	205	12
Asie de l'Est	307	37
PECOT et Asie centrale	412	48
Total	1 647	184

9

4. Les flux liés à la dette

4.1 Le bilan des remboursements de la dette extérieure publique depuis 1985

Le transfert net sur la dette (différence entre prêts reçus et remboursements totaux)

Le transfert net sur la dette est la différence entre les sommes reçues en nouveaux prêts et le total des remboursements (capital et intérêts) pendant la même période. Il est positif quand le pays ou le continent concerné reçoit plus que ce qu'il rembourse au titre de la dette. Il est négatif si les sommes remboursées sont supérieures aux sommes qui entrent dans le pays. Globalement, depuis 1985, via le remboursement de la dette publique externe, les transferts des populations du Sud vers leurs créanciers étrangers sont colossaux.

11 : Source: Base de données de la Banque mondiale. Données concernant la dette externe publique pour les pays à revenus faibles et moyens conformément à la classification de la Banque mondiale.

12 : Source: Base de données de la Banque mondiale.

4.2 Plusieurs «plans Marshall» envoyés du Sud vers le Nord

Tableau 8 / Transferts sur la dette publique externe et le Plan Marshall

Plan Marshall pour l'Europe après la seconde guerre mondiale ¹³	100 Mds \$
Transfert net négatif sur la dette extérieure publique pour la période 1985-2010 ¹⁴	- 530 Mds \$
Nombre de "plans Marshall" transférés vers les pays riches entre 1985 et 2010	5,3

4.3 Comparaison entre plusieurs montants entrant ou sortant des PED en 2010 (en milliards de dollars)

Tableau 9 / Comparaison sur les flux entrant et sortant 2010¹⁵

Aide publique au développement (APD)	+ 130 Mds \$
Envoi des migrants	+ 325 Mds \$
Service de la dette extérieure publique	- 180 Mds \$
Rapatriement des profits des multinationales	- 647 Mds \$

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT¹⁶

Une très grande partie de l'APD n'arrive pas aux populations des pays concernés pour différentes raisons: les allègements de dette sont comptés comme de l'APD alors qu'ils ne correspondent à aucun versement d'argent ; les dépenses «d'accueil» des réfugiés du Sud dans les pays du Nord, y compris leur emprisonnement dans des centres de rétention, sont également considérés comme de l'APD par certains pays, tout comme les frais d'écolage ; la plus grande partie des médicaments, des aliments, des équipements envoyée au Sud est achetée au Nord et est transportée par des firmes du Nord.

13 : 1 dollar de 1948 = 7,73 dollars de 2003 ; le plan marshall en 1948 = 13 mds de dollars ; en 2003, cela fait 100 mds de dollars.

14 : Source: Base de données de la Banque mondiale. Données concernant la dette externe publique pour les pays à revenus faibles et moyens conformément à la classification de la Banque mondiale.

15 : Source: Base de données de la Banque mondiale. Le chiffre de l'aide au développement intègre des transferts d'aide officielle. Le chiffre de rapatriement des bénéfices des multinationales se réfère à la rubrique Paiements au titre de Revenus de la Balance des comptes courants.

16 : Pour en savoir plus, consulter le livre «65 Questions / Réponses sur la dette, le FMI et la banque mondiale», Q35 : L'aide publique au développement permet-elle de contrer les ravages de la dette ? : <http://cadtm.org/65-questions-65-reponses-sur-la,8331>

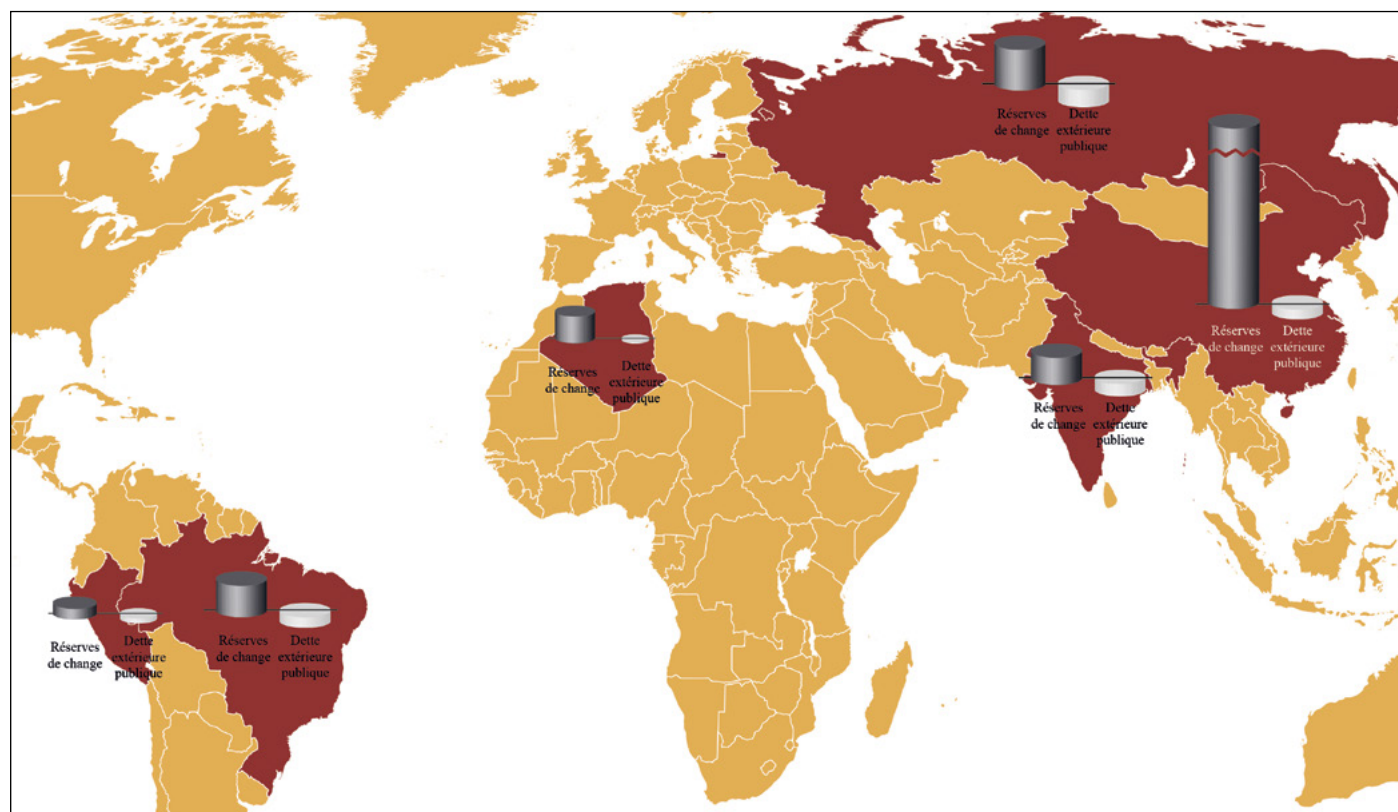
4.5 Les PED sont des créanciers nets des pays développés

Montant global des réserves de change¹⁷ des PED en 2011 : → 6 309 Mds \$

Dettes extérieures publiques des PED en 2010 : → 1 647 Mds \$

Tableau 10 / Comparaison entre réserves de change et dette extérieure publique (en Mds \$)¹⁸

Pays	Réserves de change (décembre 2011)	Dettes extérieures publiques (décembre 2010)
Chine	3 254	90
Russie	497	163
Inde	299	106
Brésil	352	97
Algérie	191	3
Pérou	49	20



17 : Avoirs en devises étrangères détenues par une banque centrale.

18 : Source: Base de données de la Banque mondiale.

5. La dette interne des PED

Dette interne publique des PED en 1997 :	→	1 300 Mds \$
Dette interne publique des PED en 2005 :	→	3 500 Mds \$
Service de la dette interne publique des PED en 2008 :	→	600 Mds \$

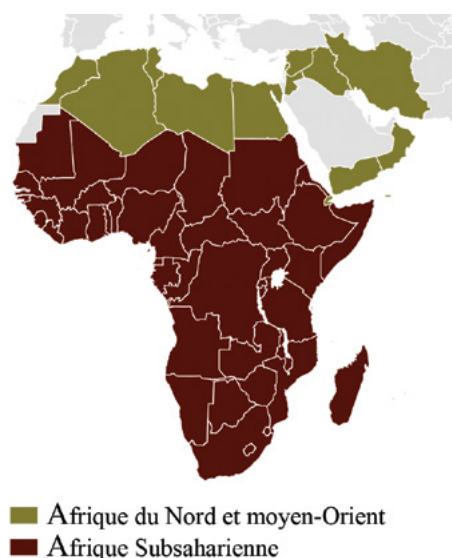
Dans la plupart des PED, à l'exception des plus pauvres, la dette publique interne est devenue plus importante que la dette publique externe.

6. Chiffres de la Dette pour les PED d'Afrique et du Moyen Orient

6.1 Remboursement de la dette

Tableau 11 / Remboursement de la Dette: Afrique et Moyen Orient¹⁹

<i>En Mds \$</i>	Dette extérieure	dont : dette extérieure publique
Moyen Orient et Afrique du Nord		
Stock de la dette en 1970	5	4
Stock de la dette en 2010	144	114
Remboursements entre 1970 et 2009	536	481
Afrique sub-saharienne		
Stock de la dette en 1970	7	6
Stock de la dette en 2010	205	149
Remboursements entre 1970 et 2009	391	313



19 : Source: Base de données de la Banque mondiale. Les pays du CADTM Afrique et Moyen-Orient sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Togo, la République démocratique du Congo, le Congo Brazzaville, l'Angola, le Maroc, la Tunisie, la Syrie et le Liban.

6.2 Transferts nets sur la dette

Tableau 12 / Transfert net sur la dette publique externe: Afrique et Moyen Orient²⁰

Transfert net sur la dette extérieure publique 1985 - 2010	
Moyen Orient et Afrique du Nord	-110
Afrique sub-saharienne	18
Total 1985-2010	-92

6.3 Comparaison entre plusieurs montants entrant ou sortant

Tableau 13 / Comparaison entre plusieurs montants entrant ou sortant en 2010, Mds \$²¹

Moyen Orient et Afrique du Nord	
Aide publique au développement (APD)	12,2
Envoi des migrants	34,6
Service de la dette extérieure publique	-14,4
Rapatriement des profits des multinationales	-25,0
Afrique sub-saharienne	
Aide publique au développement (APD)	44,5
Envoi des migrants	21,1
Service de la dette extérieure publique	-8,6
Rapatriement des profits des multinationales	-43,1

13

6.4 Dépendance à l'égard des exportations de matières premières

Tableau 14 / Part des matières premières dans les exportations en % du total en 2010²²

	Aliments	Produits agricoles non-comestibles	Métaux	Pétrole	Total
Moyen Orient et Afrique du Nord	7,8	0,6	3,3	61,0	72,7
Afrique sub-saharienne	14,9	3,4	17,0	33,3	68,6

20 : Source: Base de données de la Banque mondiale.

21 : Source: Base de données de la Banque mondiale. Le chiffre de l'aide au développement intègre des transferts d'aide officielle. Le chiffre de rapatriement des bénéfices des multinationales se réfère à la rubrique Paiements au titre de Revenus de la Balance des comptes courants.

22 : Source: Base de données de la Banque mondiale. La structure des exportations des pays avec une ou plusieurs organisations membres du CADTM est calculée comme la moyenne de la participation de chaque catégorie d'exportation de chacun des pays.

7. L'Initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés)

Qu'est-ce que l'initiative pour les Pays pauvres très endettés (PPTE) ?

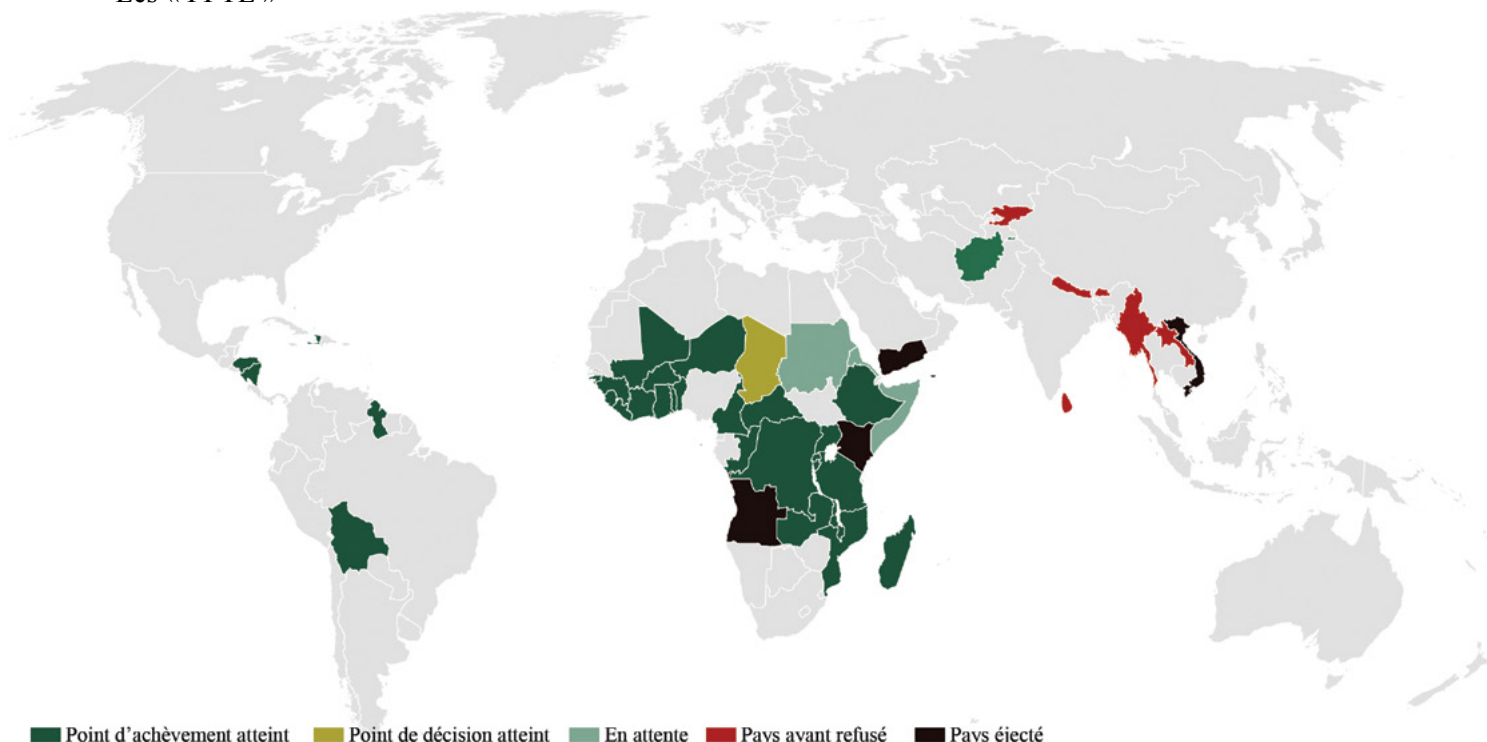
Cette initiative d'effacement d'une partie de la dette pour une poignée de pays très pauvres et très endettés a été lancée en 1996 par la Banque mondiale et le FMI dans le cadre d'un mandat que leur a donné les grandes puissances réunies dans le G7 (Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France, Canada, Italie, Japon). Alors qu'elle devait s'achever au bout de six ans, elle n'est pas terminée en 2012, plus de 10 ans de retard. Globalement c'est un fiasco ! L'initiative PPTE vise uniquement à ce que les PED concernés puissent rembourser leur dette sans à-coups, sans défaut de paiement, mais au maximum de leurs capacités financières. En fait, les créanciers souhaitent percevoir les remboursements sans craindre une interruption soudaine de la part de tel ou tel pays. Dans ce sens, le seuil défini par l'initiative PPTE correspond au seuil estimé au-delà duquel le PPTE ne pourra plus rembourser régulièrement. Il correspond donc à la dette maximale à laquelle un pays pourra faire face sans exiger de restructuration. L'initiative PPTE se contente donc de ramener la dette sous ce montant maximal – et on a vu qu'elle n'y arrivait en général même pas ! L'initiative PPTE revient donc à annuler les créances impayables, celles qui risqueraient de conduire ces pays à suspendre leurs remboursements. Plus grave, tout allègement de dette est conditionné par l'application de toute une panoplie de mesures néolibérales qui dégradent les conditions de vie d'une grande partie de la population, violent leur droits au développement humain et fragilise les économies des pays concernés en les ouvrant à la concurrence internationale que les producteurs locaux ne sont pas en mesure d'affronter.

7.1 Un faible nombre de pays concernés

Tableau 15

Initiative PPTE	
Nombre de PPTE	49
Part de la population des PPTE par rapport aux PED	11 %
PPTE ayant une dette jugée soutenable	4
PPTE refusant d'intégrer l'initiative	6
PPTE susceptibles d'être éligibles	39
PPTE ayant atteint le point de décision en septembre 2012	36
PPTE ayant atteint le point d'achèvement en septembre 2012	34

Les « PPTE »



7.2 L'initiative PPTE critiquée par les Nations Unies

Voici quelques extraits de la Résolution du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU²³ se rapportant à l'initiative PPTE et aux politiques d'ajustement qui y sont liées :

« l'Initiative PPTE ne vise pas à offrir une solution d'ensemble au problème du fardeau de la dette sur le long terme »
 « les programmes de réforme en matière d'ajustement structurel et les conditions fixées quant aux politiques à mener limitent les dépenses publiques, imposant des plafonds à ces dépenses, et n'accordent pas suffisamment d'attention à la prestation de services sociaux »

« à ce jour peu de progrès ont été accomplis en vue de remédier à l'iniquité du système actuel de règlement de la dette, qui continue de donner la priorité aux intérêts des créanciers plutôt qu'à ceux des pays endettés et des plus pauvres d'entre eux »

« l'exercice des droits fondamentaux de la population des pays débiteurs à l'alimentation, au logement, à l'habillement, à l'emploi, à l'éducation, aux services de santé et à un environnement salubre ne peut pas être subordonné à l'application de politiques d'ajustement structurel, de programmes de croissance et de réformes économiques liés à la dette »

Tableau 16 (en italique, les pays non inscrits initialement mais incorporés à la liste en 2006)

Point d'achèvement atteint		Point de décision atteint	
Ouganda	mai 2000	Tchad	mai 2001
Bolivie	juin 2001	Comores	juin 2010
Mozambique	sept 2001		
Tanzanie	nov 2001		
Burkina Faso	avril 2002		
Mauritanie	juin 2002		
Mali	mars 2003		
Bénin	mars 2003		Pays ayant refusé
Guyana	déc 2003		Laos
Nicaragua	janv 2004		Myanmar
Niger	avril 2004		<i>Sri Lanka</i>
Sénégal	avril 2004		<i>Bhoutan</i>
Éthiopie	avril 2004		<i>Népal</i>
Ghana	juil 2004		<i>Rép. kirghize</i>
Madagascar	oct 2004		
Honduras	avril 2005		Pays éjectés
Zambie	avril 2005		Angola
Rwanda	avril 2005		Kenya
Cameroun	avril 2006		Vietnam
Malawi	sept 2006		Yémen
Sierra Leone	déc 2006		
Sao Tomé et Príncipe	mars 2007		
Gambie	déc 2007		
Burundi	janv 2009		
<i>Haiti</i>	juin 2009		
Centrafrique	juin 2009		
<i>Afghanistan</i>	janv 2010		
Congo	janv 2010		
Liberia	juin 2010		
R D Congo	juil 2010		
Guinée-Bissau	déc 2010		
Togo	déc 2010		
Côte d'Ivoire	juin 2012		
Guinée	sept 2012		

23 : Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, Les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, particulièrement des droits économiques, sociaux et culturels (adoptée le 5 juillet 2012). Texte complet : <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/G12/162/02/PDF/G1216202.pdf?OpenElement>

7.3 Le service de la dette des 36 pays concernés ne diminue quasiment pas

Tableau 17

	Service des 36 PPTE éligibles (en Mds \$)
2001	3,27
2002	3,33
2003	3,93
2004	4,14
2005	4,17
2006	3,76
2007	3,13
2008	3,41
2009	2,91

7.4 Le faux allègement de la dette de certains pays pauvres

Ratio valeur actuelle nette de la dette / exportations, le but de l'initiative PPTE étant de le ramener sous le seuil de 150 %.

Tableau 18

Pays	Année du point d'achèvement	Ratio prévu au point de décision	Ratio constaté au point d'achèvement
Burkina Faso	2002	185,5 %	207,5 %
Éthiopie	2004	173,5 %	218,4 %
Niger	2004	184,8 %	208,7 %
Rwanda	2005	193,2 %	326,5 %
Malawi	2006	169,0 %	229,1 %
Sao Tomé et Príncipe	2007	139,7 %	298,7 %

16

8. Chiffres de la dette pour l'Amérique latine et la Caraïbe

8.1 Remboursement de la dette

Tableau 19 / Remboursement de la dette de l'Amérique latine et de la Caraïbe²⁴

<i>En Mds \$</i>	Dette extérieure	dont : dette extérieure publique
Stock de la dette en 1970	32	16
Stock de la dette en 2010	1 039	460
Remboursements entre 1970 et 2009	3 180	1 869

²⁴ : Source: Base de données de la Banque mondiale. La classification des régions correspond à la méthodologie de la Banque mondiale. Les pays du CADTM Amérique latine sont: l'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, l'Uruguay, le Venezuela et Haïti.

8.2 Transfert sur la dette

Tableau 20 / Transfert net sur la dette publique externe de l'Amérique latine et de la Caraïbe, en Mds²⁵

Transfert net sur la dette extérieure publique 1985 - 2010	
Amérique latine et Caraïbe	-384



8.3 Comparaison entre plusieurs montants entrant ou sortant

Tableau 21 / Comparaison entre plusieurs montants entrant ou sortant en 2010, en Mds²⁶

Amérique latine et Caraïbe	
Aide publique au développement (APD)	11
Envoi des migrants	57
Service de la dette extérieure publique	-63
Rapatriement des profits des multinationales	-148

8.4 Dépendance à l'égard des exportations de matières premières

Tableau 22 / Part des matières premières dans les exportations en % du total en 2010²⁷

	Aliments	Produits agricoles non-comestibles	Métaux	Pétrole	Total
Amérique latine et Caraïbe	16,3	1,4	12,7	14,4	44,8

17

8.5 Le remboursement de la dette et le budget de l'Etat

Tableau 23 / Le remboursement de la dette et le budget de l'Etat 2012²⁸

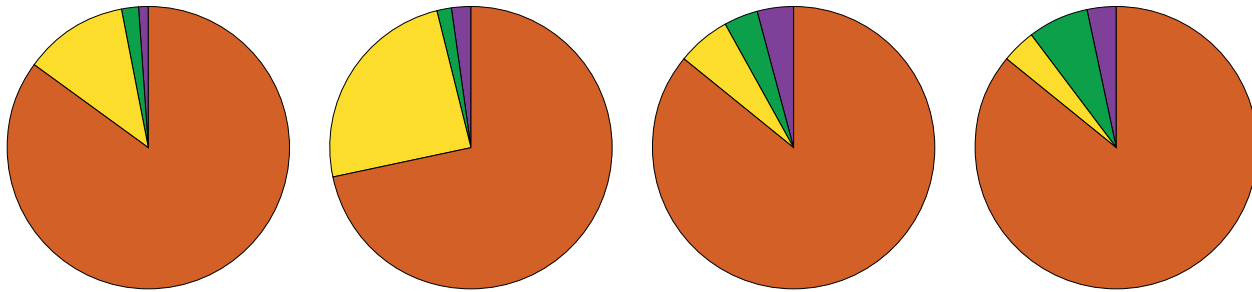
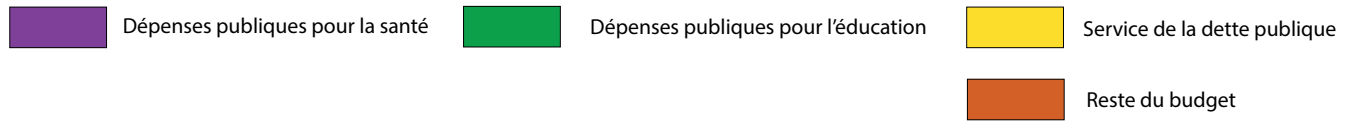
	% du PIB			% du budget		
	Service de la dette publique	Dépenses publiques pour l'éducation	Dépenses publiques pour la santé	Service de la dette publique	Dépenses publiques pour l'éducation	Dépenses publiques pour la santé
Argentine	12	2	1	43,8	7,4	3,6
Brésil	24,5	1,7	2,1	47,2	3,2	4
Colombie	6,2	3,8	4,1	23,2	14	15,4
Équateur	3,7	7,1	3,1	8,3	15,9	6,8

25 : Source: Base de données de la Banque mondiale. Définition de catégories en note de bas de page 21.

26 : Source: Base de données de la Banque mondiale. Le chiffre de l'aide au développement intègre des transferts d'aide officielle. Le chiffre de rapatriement des bénéfices des multinationales se réfère à la rubrique Paiements au titre de Revenus de la Balance des comptes courants.

27 : Source: Base de données de la Banque mondiale. Définition des catégories de note de page 17. Structure des exportations de pays avec une ou plusieurs organisations membres du CADTM est calculée comme la moyenne de la participation de chaque catégorie d'exportation de chacun des pays.

28 : Source: Les données pour l'Argentine au niveau du gouvernement central, proviennent du Budget général de la nation pour 2012 : <http://www.mecon.gov.ar/onp/html/presupresumen/resum12.pdf>; Les données pour le Brésil au niveau du gouvernement central proviennent de l'Audit citoyen de la dette <http://www.auditoriacidada.org.br/wp-content/uploads/2012/04/Numerosdivida.pdf>; les données pour la Colombie au niveau du gouvernement national proviennent du Budget général de la nation pour 2012 <http://www.minhacienda.gov.co/portal/page/portal/HomeMinhacienda/presupuestogeneraldelanacion/LeyPresupuestalPGN/2012/ley1485%2014%2012%202011.pdf>.



Argentine

Brésil

Colombie

Equateur

9. Chiffres de la dette en Europe

9.1 Dette publique et privée en Europe

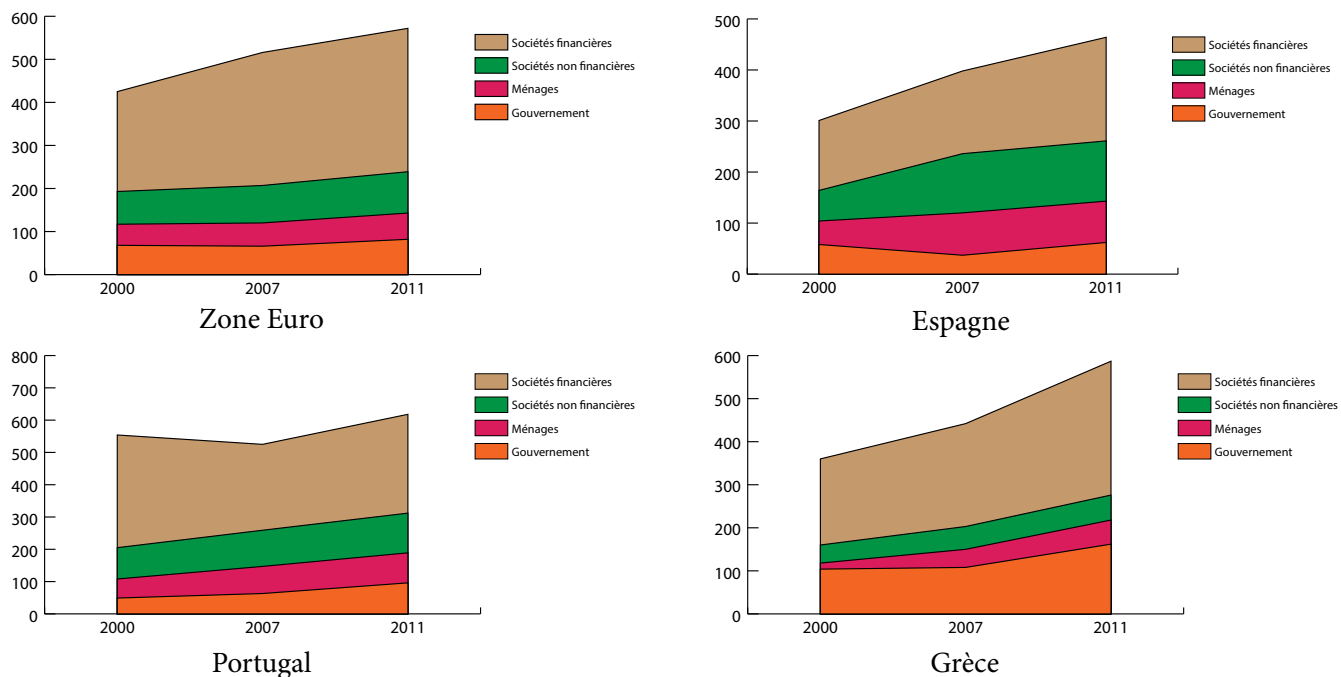
Les dettes privées en général sont nettement plus importantes que les dettes publiques.

18

Tableau 24 / Dette par secteur en % du PIB²⁹

	2000	2007	2011
Zone Euro			
Dette brute de l'État	68	66	82
Dettes des ménages	49	54	61
Dettes des sociétés non financières	76	87	96
Dettes des sociétés financières	232	309	333
Espagne			
Dette brute de l'État	58	37	62
Dettes des ménages	46	83	81
Dettes des sociétés non financières	60	116	118
Dettes des sociétés financières	137	162	203
Portugal			
Dette brute de l'État	49	63	96
Dettes des ménages	59	84	93
Dettes des sociétés non financières	97	112	123
Dettes des sociétés financières	349	266	306
Grèce			
Dette brute de l'État	104	108	162
Dettes des ménages	14	42	56
Dettes des sociétés non financières	42	53	58
Dettes des sociétés financières	200	239	311

29 : Source: Base de données de recherche Morgan Stanley : http://www.ecb.int/stats/money/aggregates/bsheets/html/outstanding_amounts_index.en.html ; <http://www.bankofgreece.gr/Pages/en/Statistics/monetary/nxi.aspx>



Contrairement aux affirmations des gouvernants européens et de la presse dominante selon lesquelles l'Etat est trop endetté parce qu'il n'a pas su maîtriser ses dépenses sociales, l'augmentation de la dette publique de pays comme la Belgique, l'Irlande, la France, l'Italie est essentiellement due dans les années 2000 à trois facteurs :

- l'insuffisance des recettes provenant de l'impôt sur les bénéfices des grandes entreprises et sur les revenus et le patrimoine des ménages les plus riches. Cette insuffisance a été sciemment entretenue via une succession de réformes fiscales qui ont favorisé les grosses fortunes et les grandes entreprises privées au détriment de la collectivité. Cela a provoqué une augmentation du recours à l'emprunt public.
- les sauvetages bancaires de 2008 et 2011. Ils ont transformé des dettes privées colossales en dettes publiques.
- les effets de la crise provoquée par les banques à partir de 2008 sur le budget de l'État : moins de recettes d'un côté et plus de dépenses pour limiter les dégâts sociaux de la crise, de l'autre.

9.2 Evolution de la politique fiscale en Europe

Tableau 25 / Taux d'imposition sur le revenu de la tranche la plus élevée

Pays	1986	2002	2007	2012
France	65%	50,1%	40%	41%
Allemagne	53%	48,5%	47,5%	50%
Belgique	72%	55%	50%	50%
Espagne	66%	48%	43%	43%
Italie	62%	45,5%	43%	45%
Pays-Bas	72%	52%	52%	52%
Royaume-Uni	60%	40%	40%	40%

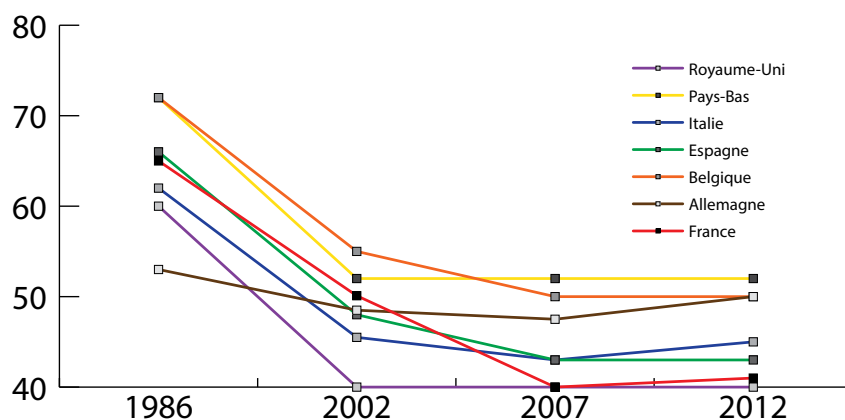
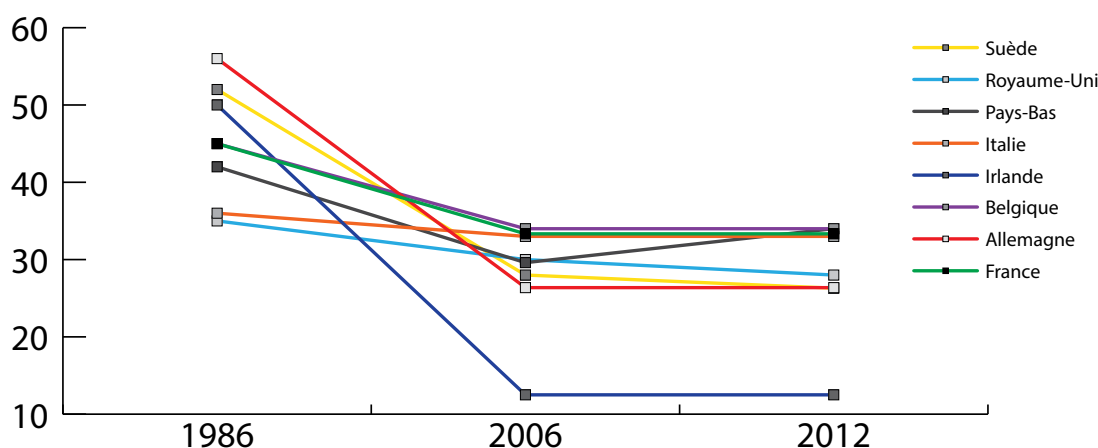


Tableau 26 / Taux d'imposition sur le bénéfice des sociétés

Pays	1986	2006	2012
France	45%	33,33%	33,33%
Allemagne	56%	26,37%	26,37%
Belgique	45%	33,99%	33,99%
Irlande	50%	12,50%	13%
Italie	36%	33%	33%
Pays-Bas	42%	entre 25,5 et 29,6%	29% ou 34%
Royaume-Uni	35%	30%	28%
Suède	52%	28%	26,30%

20

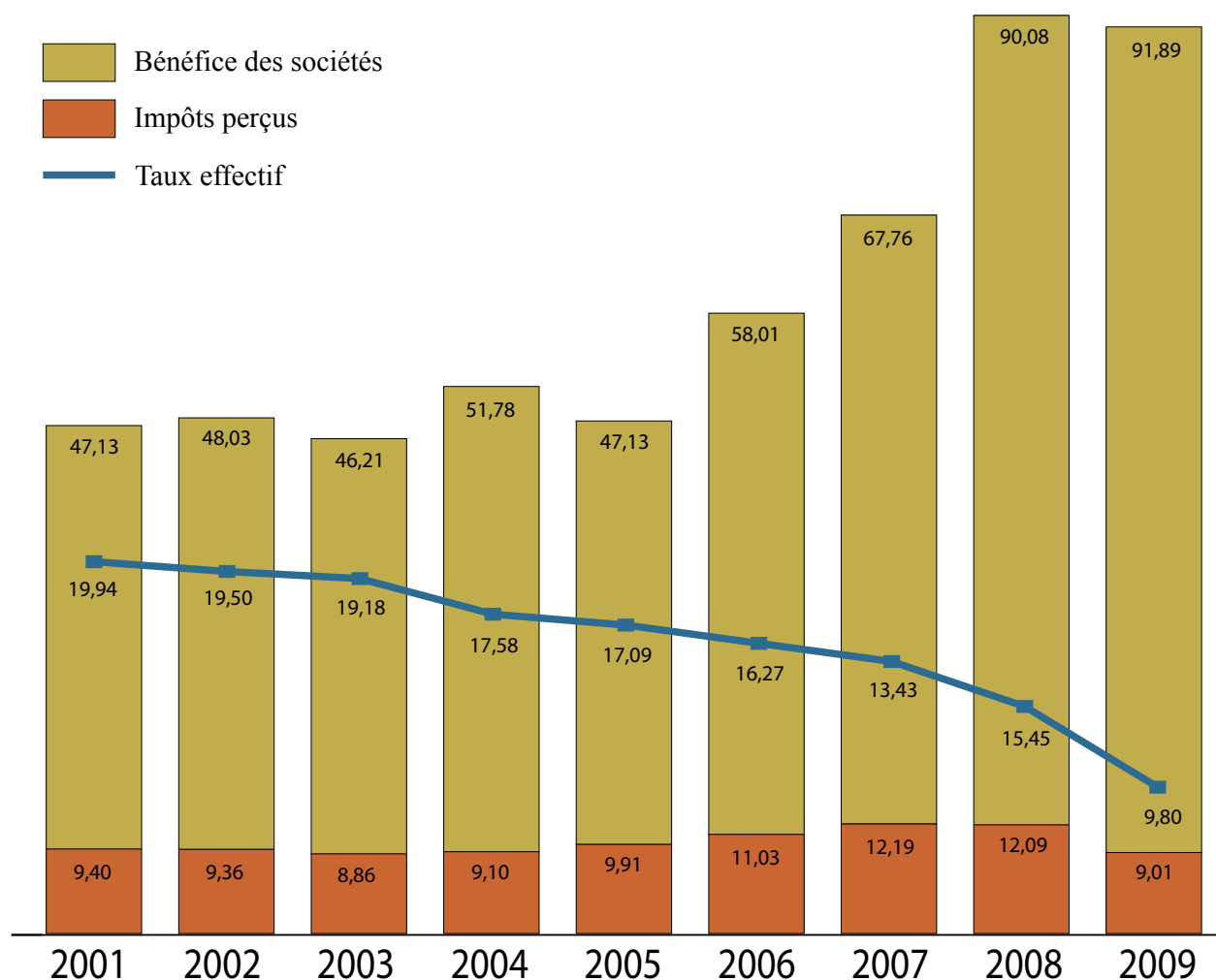


En France, l'impôt sur les bénéfices des sociétés a vu son taux passer de 50 % avant 1985 à 33,3 % depuis 1993. Pis : le taux réel d'imposition avoisine seulement 22 %. Voilà comment le taux réel d'imposition des entreprises du CAC 40 n'est que de 8 %. Grâce au mécanisme du bénéfice mondial consolidé, Total n'a pas payé d'impôt sur les sociétés en 2010 alors que le géant pétrolier a fait 10 milliards d'euros de bénéfice et en a reversé la moitié à ses actionnaires. En Belgique, les 1 000 entreprises qui ont déclaré le plus de profits en 2010 ont payé un impôt qui représente seulement 5,73 % de leurs bénéfices déclarés alors que le taux d'imposition légal s'élève à 33,99 %. En 2011, les 500 entreprises ayant réalisé les plus gros bénéfices ont été taxées en moyenne à... 5,44 %. Le groupe AB InBev (la plus grande multinationale de production de bière) a déclaré en Belgique un bénéfice de 18,5 milliards d'euros et n'a pas payé d'impôts.

Tableau 27 / Belgique: Evolution des bénéfices déclarés et des impôts effectivement versés en Belgique par les entreprises privées entre 2001 et 2009

	Impôts perçus (en Mds d'euros)	Bénéfice des sociétés (en Mds d'euros)	Taux d'imposition effectif (%)
2001	9,40	47,13	19,94
2002	9,36	48,03	19,50
2003	8,86	46,21	19,18
2004	9,10	51,78	17,58
2005	9,91	47,13	17,09
2006	11,03	58,01	16,27
2007	12,19	67,76	13,43
2008	12,09	90,08	15,45
2009	9,01	91,89	9,80

Les bénéfices des entreprises privées ont augmenté mais les impôts ont diminué :

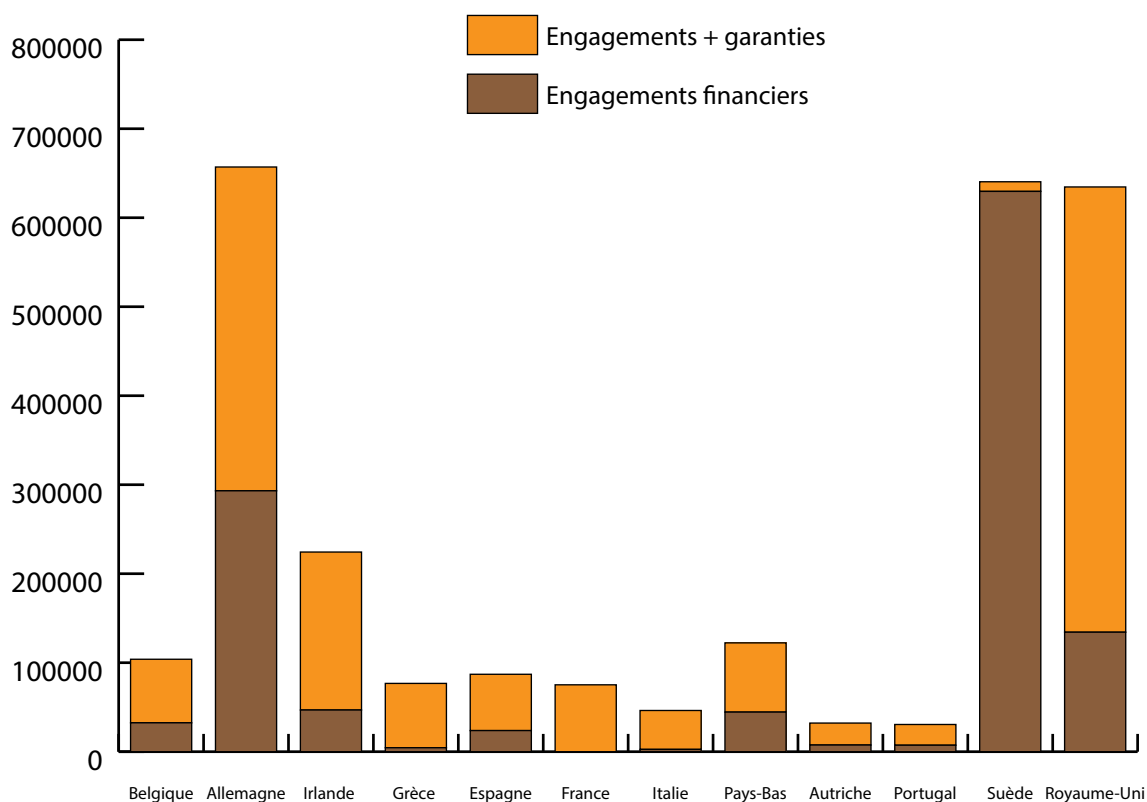


9.3 Le coût des sauvetages bancaires en Europe

Tableau 28 / Le coût des sauvetages bancaires en Europe, dette émise jusque 2011, en Mds d'euros³⁰

Pays	Engagements financiers pris par les gouvernements	Engagements + garanties
Belgique	32	71
Allemagne	293	364
Irlande	47	177
Grèce	4	72
Espagne	24	63
France	-	75
Italie	3	44
Pays-Bas	45	78
Autriche	8	25
Portugal	7	23
Suède	630	11
Royaume-Uni	134	500
Total UE à 27	603	1 573

22



30 : Chiffres 2007-2011. Source : Commission européenne, DG des Affaires économiques et financières, octobre 2012, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/excessive_deficit/supplementary_tables_financial_turmoil. Ces chiffres ne comprennent ni les plans de relance ni les financements de la BCE. Les chiffres se réfèrent à la dette émise pour financer les sauvetages d'entités financières et de ce fait n'intègrent pas des injections en capital ou l'achat d'actions ou d'actifs de la part des gouvernements. Les données pour l'Espagne n'intègrent pas le Fonds de Restructuration Ordonnée du Secteur Bancaire (FROB).

Tableau 29 / Pertes et bénéfices pour les banques dans l'Union européenne³¹

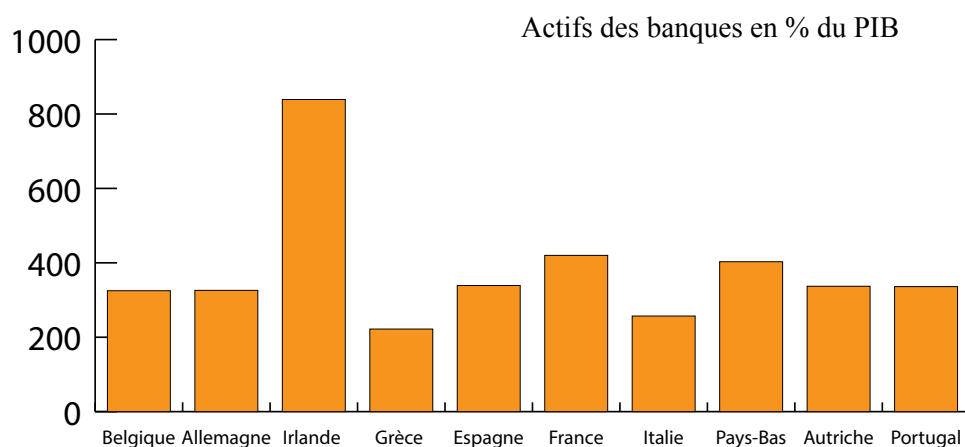
	Banques privées de l'Union européenne (en milliards €)
2011	-12,4
2010	70,7
2009	18,0
2008	-42,0
2007	54,8
Total 2007 – 2011	89,1

9.4 Le système financier et les économies nationales

Tableau 30 / Le poids des banques dans les économies nationales, en Mds d'euros³²

Pays	Actifs des banques en 2000	Actifs des banques en 2011	Actifs en % du PIB en 2000	Actifs en % du PIB en 2011
Belgique	700	1 198	277	325
Allemagne	6 084	8 393	295	326
Irlande	418	1 313	399	839
Grèce	207	477	150	222
Espagne	1 153	3 643	183	339
France	3 737	8 392	259	420
Italie	1 718	4 065	150	257
Pays-Bas	1 149	2 429	275	403
Autriche	528	1 010	253	337
Portugal	277	574	218	336
Total UE à 27	22 600	46 300	245	367

23



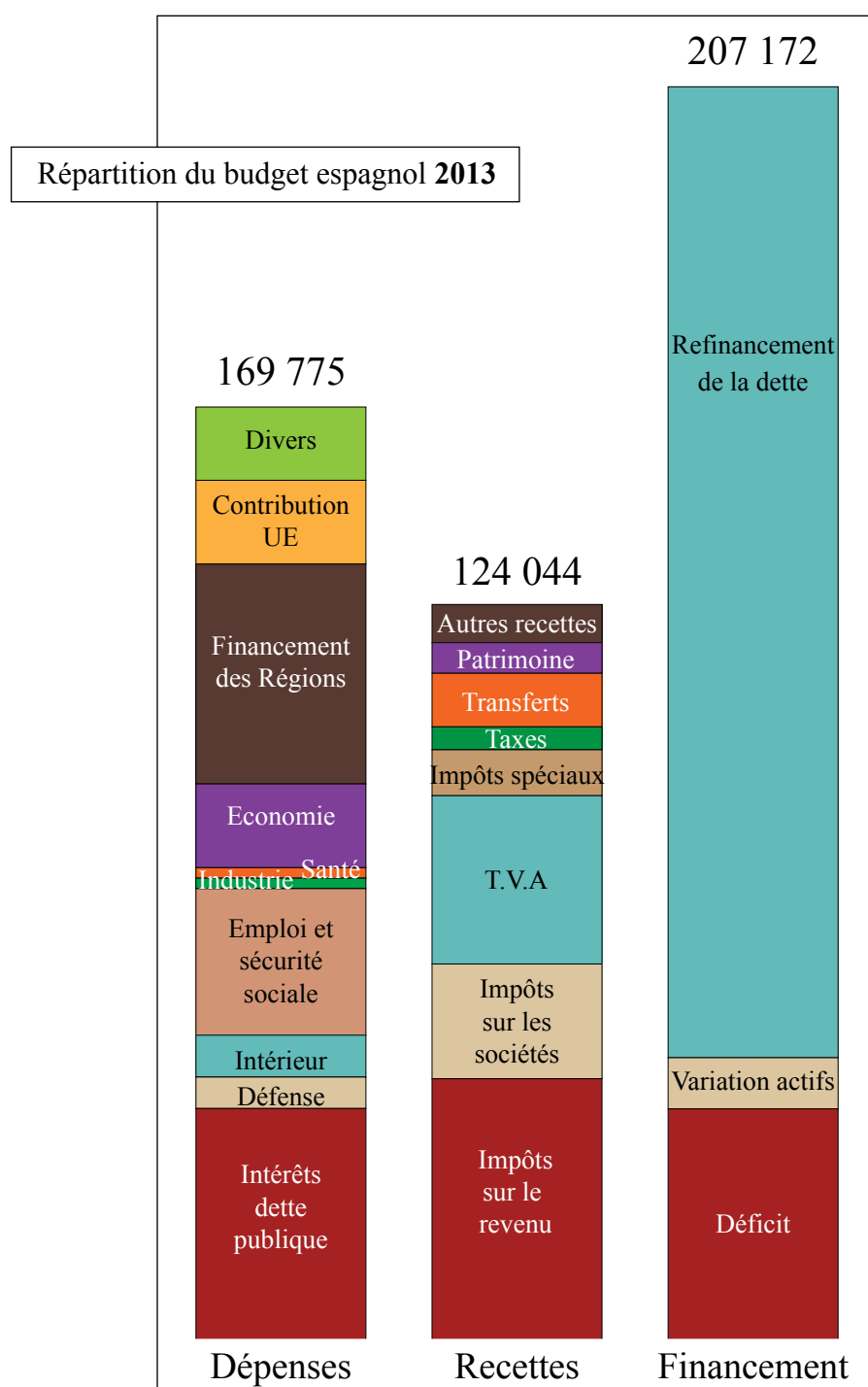
31 : Sources : BCE, Statistical Data Warehouse; http://sdw.ecb.europa.eu/quickview.do?SERIES_KEY=231.CBD.A.V1.11.A.25000.X.4.Z5.0000.Z01.E pour les bénéfices des banques, et http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/excessive_deficit/supplementary_tables_financial_turmoil.

32 : Source: Fédération européenne du secteur bancaire <http://www.ebf-fbe.eu/index.php?page=statistics>

9.5 Le remboursement de la dette et le budget de l'État

Tableau 31 / L'impact de la crise sur le budget espagnol³³

Espagne	Mds d'euros			% du budget		
	Intérêts de la dette publique	Dépenses publiques pour l'éducation	Dépenses publiques pour la santé	Intérêts de la dette publique	Dépenses publiques pour l'éducation	Dépenses publiques pour la santé
2008	16,6	11,2	4,4	5,3	3,6	1,4
2009	17,1	12,9	4,6	5,2	3,9	1,4
2010	23,2	6,4	4,6	6,6	1,8	1,3
2011	27,4	7,8	4,3	8,7	2,5	1,3
2012	28,8	2,2	4,0	9,3	0,7	1,3



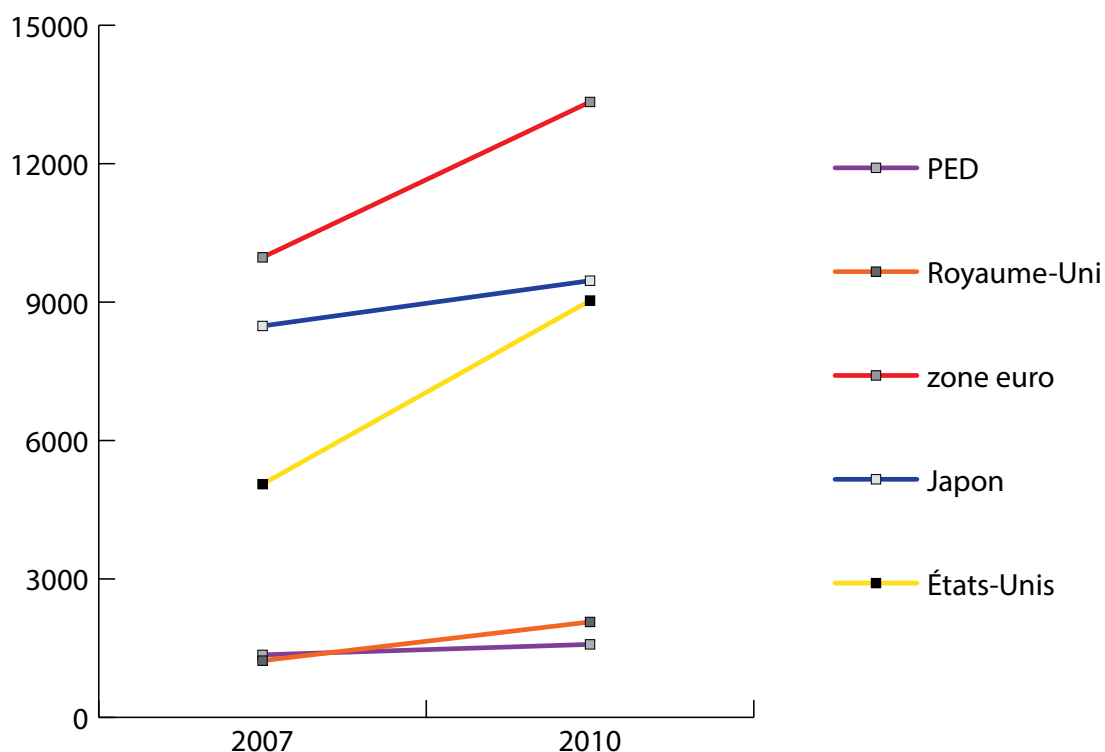
Le graphique résume le budget prévisionnel espagnol pour 2013. Comme l'indique le tableau précédent, les dépenses d'éducation et de santé sont en nette réduction, à un point tel qu'elles n'apparaissent pas de manière significative (première colonne). Comme les budgets des années antérieures, le projet de budget pour 2013 présente un déficit important. Ce déficit sera financé par l'émission de dette publique pour un montant considérable comme l'indique dans la colonne 3 la partie refinancement de la dette qui arrive à échéance en 2013. Si l'on additionne le poste intérêts de la dette (colonne 1) au poste refinancement des dettes (colonne 3), le service de la dette espagnole pour l'année 2013 est légèrement supérieur à 60% du budget de dépenses.

33 : Source: Ministère espagnol des Finances et des Administrations publiques <http://www.minhap.gob.es/es-ES/Estadistica%20e%20Informes/Presupuesto%20y%20cuentas%20publicas/Paginas/presupuesto.aspx>. Calculs réalisés par Yves Julien.

10. La dette explose au Nord et augmente au Sud

Tableau 32 / Dette publique au Nord et au Sud 2010³⁴

En Mds \$	2007	2010
Dette publique des États-Unis	5 054	9 034
Dette publique du Japon	8 483	9 464
Dette publique de la zone euro	9 969	13 338
Dette publique du Royaume-Uni	1 230	2 068
Dette extérieure publique des PED	1 355	1 647



25

10.1 Dettes de pays du Nord et de régions du Sud avec lesquelles ils ont des liens privilégiés

Tableau 33 / Dette au Nord et au Sud (suite)³⁵

Chiffres 2010	En Mds \$
Dette extérieure publique de tous les pays en développement	1 647
Dette publique de l'État en France	2 197
Dette publique de l'État en Espagne	939
Dette extérieure publique de l'Afrique subsaharienne	149
Dette publique de l'État aux États-Unis	9 034
Dette extérieure publique de l'Amérique latine	460
Dette extérieure publique de l'Asie du Sud et de l'Est	512

34 : Source: OCDE, Eurostat, Base de données de la Banque mondiale. Les chiffres des pays de l'OCDE, des États-Unis, du Japon et du Royaume Uni se réfèrent à la dette du gouvernement central excluant la dette publique à d'autres niveaux de gouvernement et la dette de la sécurité sociale. Le chiffre de la dette publique de la zone Euro se réfère à 2011 et a été converti en dollars au taux de change en vigueur de 1,28.

35 : Source: OCDE, Eurostat, Base de données de la Banque mondiale. Les chiffres des pays de l'OCDE, des États-Unis, du Japon et du Royaume Uni se réfèrent à la dette du gouvernement central excluant la dette publique à d'autres niveaux de gouvernement et la dette de la sécurité sociale. Le chiffre de la dette publique de la zone Euro se réfère à 2011 et a été converti en dollars au taux de change en vigueur de 1,28.

10.2 Quelques chiffres édifiants

Tableau 34

Dépenses annuelles mondiales de publicité (prév. 2012)	470 Mds \$
Dépenses militaires annuelles au niveau mondial (2011)	1 740 Mds \$
Service de la dette extérieure publique des PED (2010)	184 Mds \$
Coût de l'évasion fiscale pour les PED (2011)	400 Mds \$
Revenus des banques d'affaires, comme Goldman Sachs (2012)	240 Mds \$
Dépenses annuelles mondiales pour l'achat de drogues illégales (2011)	400 Mds \$
Dépenses annuelles mondiales pour nourrir chiens et chats domestiques (2012)	67 Mds \$
Sommes mobilisées par le Programme alimentaire mondial des Nations Unies en 2010	3,5 Mds \$
Budget total de l'État de RDCongo, 74 millions d'habitants (2012)	8 Mds \$
Bonus versés par Goldman Sachs (2011)	12 Mds \$
Bonus versés à la City de Londres (2011)	21 Mds \$
Rémunérations et bonus versés par les 5 premières banques états-uniennes (2010)	119 Mds \$

10.3 Les dépôts des riches des PED dans les banques du Nord

Tableau 35 / Dettes du Sud, prêts des banques du Nord aux États du Sud et dépôts des riches des PED au Nord³⁶

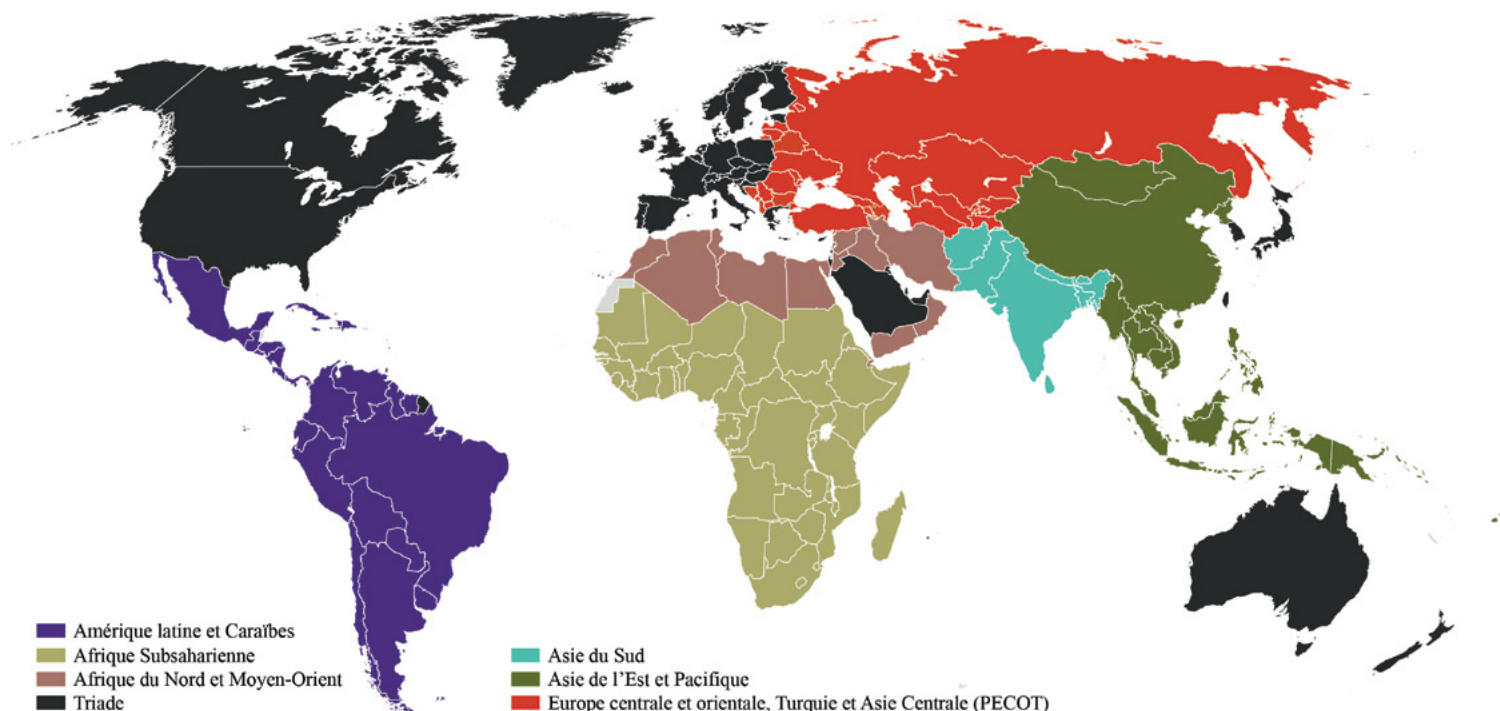
<i>En Mds \$</i>	Dettes extérieures publiques en 2010	Prêts des banques du Nord aux États du Sud en 2010	Dépôt des riches des PED dans les banques du Nord en 2007
Amérique latine et Caraïbe	460	44	490
Moyen-Orient et Afrique du Nord	114	7	360
Afrique subsaharienne	149	17	230
Asie du Sud	205	14	190
Asie de l'Est et Pacifique	307	18	450
PECOT et Asie centrale	412	103	660
Total	1 647	203	2 380

Les banques du Nord prêtent aux pouvoirs publics du Sud une infime partie de ce que les riches du Sud déposent dans leurs coffres.

**BIENS MAL ACQUIS RENDUS PAR LA SUISSE À DES PED
(NIGERIA, PHILIPPINES, PÉROU...) : 1,6 MD \$**

27

Répartition des 6 zones géographiques et de la Triade



36 : Banque mondiale pour la dette extérieure publique. Calculs des auteurs sur la base des données fournies par la BRI en ce qui concerne les dépôts des riches.

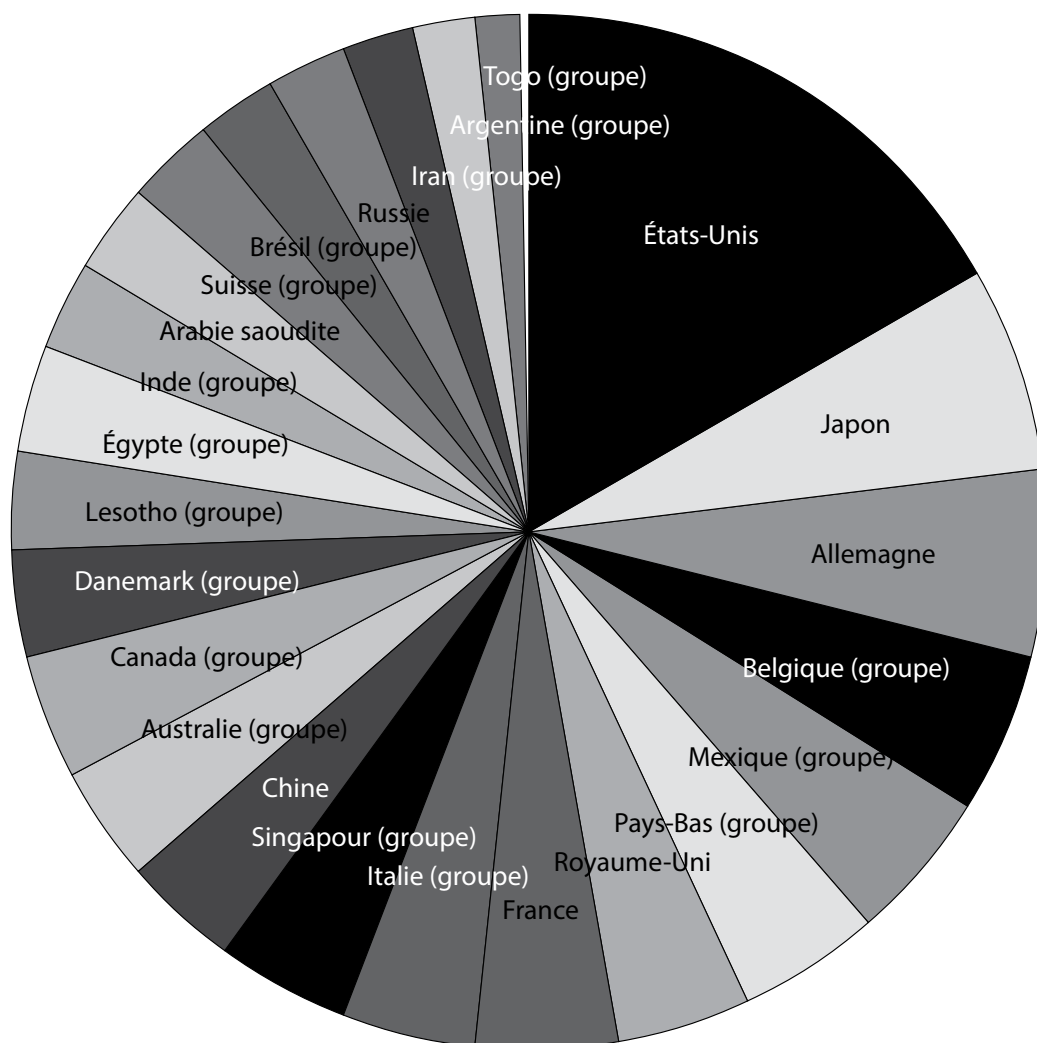
11. Les chiffres du FMI

11.1 Les droits de vote au FMI

Tableau 36 / Répartition des droits de vote entre les administrateurs du FMI en juillet 2012

Pays	%	Groupe présidé par	%	Groupe présidé par	%
États-Unis	16,75	Belgique	4,97	Singapour	3,93
Japon	6,23	Pays-Bas	4,52	Égypte	3,18
Allemagne	5,81	Mexique	4,64	Lesotho	3,22
France	4,29	Italie	4,26	Brésil	2,50
Royaume-Uni	4,29	Canada	3,60	Inde	2,81
Chine	3,81	Danemark	3,40	Iran	2,26
Arabie saoudite	2,80	Australie	3,62	Argentine	1,84
Russie	2,39	Suisse	2,77	Togo	1,55

[La Guinée, Madagascar, la Somalie et le Soudan du Sud n'ont pas pris part au vote.]



11.2 Comparaison des droits de vote de différents pays

Tableau 37 / Comparaison des droits de vote

Pays ou groupe	Population en 2010 (en millions)	Droits de vote au FMI (%)
Chine	1 354	3,81
Inde	1 215	2,81
États-Unis	318	16,75
Groupe présidé par le Togo	233	1,55
Russie	140	2,39
Japon	127	6,23
France	63	4,29
Arabie saoudite	26	2,80
Belgique	11	1,86
Suisse	8	1,40
Luxembourg	0,5	0,20

29

11.3 L'évolution des droits de vote depuis 1945

Tableau 38 / Évolution historique des droits de vote

Pays	1945	1981	2000
Pays industrialisés, dont :	67,5	60,0	63,7
États-Unis	32,0	20,0	17,7
Japon	-	4,0	6,3
Allemagne	-	5,1	6,2
France	5,9	4,6	5,1
Royaume-Uni	15,3	7,0	5,1
Pays pétroliers, dont :	1,4	9,3	7,0
Arabie saoudite	-	3,5	3,3
PED, dont :	31,1	30,7	29,3
Russie	-	-	2,8
Chine	7,2	3,0	2,2
Inde	5,0	2,8	2,0
Brésil	2,0	1,6	1,4

12. La Banque mondiale

12.1 Les droits de vote à la Banque mondiale

Tableau 39 / Répartition des droits de vote entre les administrateurs du BM en juillet 2012

Pays	%	Groupe présidé par	%	Groupe présidé par	%
États-Unis	15,64	Autriche	4,83	Brésil	3,47
Japon	9,21	Pays-Bas	4,27	Inde	3,43
Allemagne	4,61	Espagne	4,37	Pakistan	2,99
France	4,12	Canada	4,10	Koweït	2,83
Royaume-Uni	4,12	Italie	3,26	Indonésie	2,45
Chine	3,30	Nouvelle-Zélande	3,73	Argentine	2,18
Arabie saoudite	2,52	Suède	3,48	Afrique du Sud	1,73
Russie	2,52	Suisse	3,16	Sao Tomé et Príncipe	1,87
				Soudan	1,81

[La Guinée, Madagascar et la Somalie n'ont pas pris part au vote.]

30

12.2 Comparaison des droits de vote de certains pays à la Banque mondiale

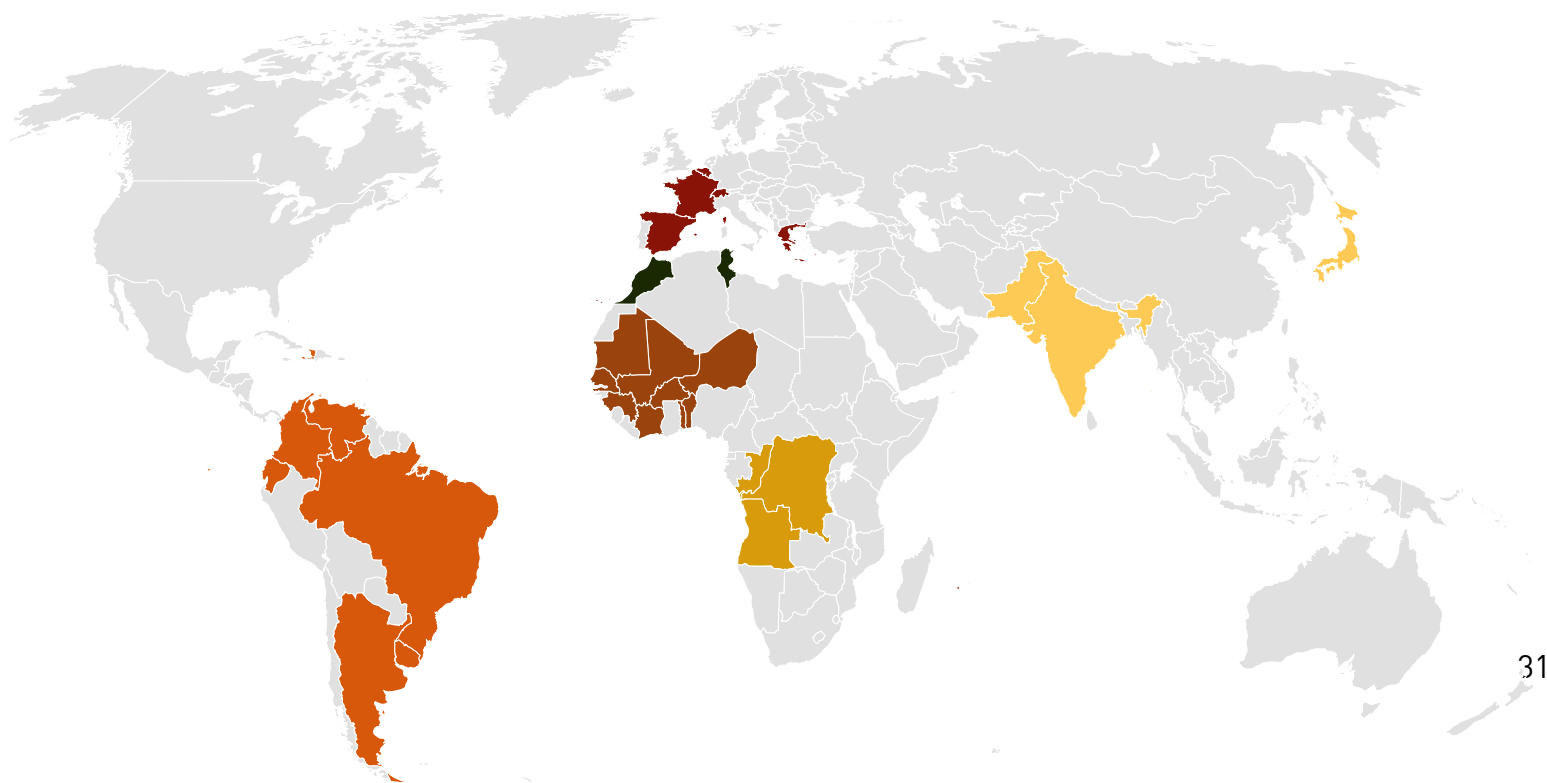
Tableau 40 / Comparaison des droits de vote

Pays ou groupe	Population en 2010 (en millions)	Droits de vote à la BIRD (%)
Chine	1354	3,30
Inde	1215	3,43
États-Unis	318	15,64
Groupe présidé par Sao Tomé	223	1,87
Russie	140	2,52
Japon	127	9,21
France	63	4,12
Arabie saoudite	26	2,52
Belgique	11	1,63
Suisse	8	1,61
Luxembourg	0,5	0,12



Comité pour l'Annulation
de la Dette du Tiers Monde

LES PAYS MEMBRES DU RÉSEAU CADTM



31

Les auteurs souhaitent remercier pour leur aide Olivier Chantry, Yves Julien et les membres du groupe de travail du CADTM sur la dette publique.

Pour en savoir plus, consultez les publications du CADTM :

65 Questions, 65 Réponses sur la dette, le FMI et la banque mondiale, de Damien Millet et Éric Toussaint (disponible en licence libre sur le site du CADTM : <http://cadtm.org/65-questions-65-reponses-sur-la,8331>)

La dette ou la vie

La crise quelles crises?

AAA, Audit, Annulation, Autre Politique
de Damien Millet et Éric Toussaint

l'Afrique sans dette

de Damien Millet

Banque du sud et nouvelle crise internationale, d'Éric Toussaint



Et bien sûr le site du CADTM : www.cadtm.org.

Cette publication a reçu le soutien de
la Fédération Wallonie-Bruxelles.



LES CHIFFRES DE LA DETTE 2012

Damien Millet, Daniel Munevar & Éric Toussaint
CADTM - Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde

Damien Millet est professeur de mathématiques en classes préparatoires scientifiques à Orléans et porte-parole du CADTM France.

Daniel Munevar est économiste, membre de la coordination du CADTM pour l'Amérique Latine.

Éric Toussaint est docteur en sciences politiques, président du CADTM Belgique et membre du conseil scientifique d'ATTAC France.

Mise en page et conception graphique par **Pierre Gottiniaux**, chargé de communication pour le CADTM Belgique.



Comité pour l'Annulation
de la Dette du Tiers Monde